



# La filière nucléaire doit faire partie de la relance bas carbone made in France

Lors de la réunion du bureau du Comité Stratégique de la Filière Nucléaire qui s'est tenue le 24 avril avec la Ministre Elisabeth BORNE et le Président d'EDF, l'Alliance CFE UNSA Énergies a défendu le rôle clef que doit jouer le nucléaire dans une relance bas carbone et made in France, au service de la sécurité énergétique de la France et de son économie, et demandé au Gouvernement d'agir en conséquence !

Lors de la réunion du Comité Stratégique de la Filière nucléaire du 24 avril, l'Alliance CFE UNSA Énergies a rappelé qu'en ces temps de crise, **la première des priorités c'est d'assurer la santé et la sécurité des salariés.**

Elle n'a pu ensuite que saluer la marque de reconnaissance que la Ministre a souhaité à nouveau adresser aux électriciens et aux salariés de la filière nucléaire. Ceux-ci sont fiers **d'apporter à la Nation une électricité bas carbone, disponible et garantie**, avec un moyen de production pilotable, essentiel à la sécurité et à la souveraineté énergétiques de la France.

L'Alliance CFE UNSA Énergies demande qu'à cette reconnaissance de la filière nucléaire s'ajoute celle du rôle central qu'elle est appelée à jouer dans la relance à venir qui se doit d'être bas carbone comme le demande le Haut Comité pour le Climat. Il s'agit ainsi de préparer une **résilience climatique du pays made in France** pour maintenir l'activité, **relocaliser et réindustrialiser le pays !**

Bas carbone et made in France, **le nucléaire coche toutes les cases** pour une relance qui ne se contente pas d'être verte pour être dans l'air du temps. Celle-ci doit préserver et créer **des emplois qualifiés et de la valeur ajoutée sur le territoire national**, ainsi que **contribuer à la souveraineté du pays** et à la neutralité carbone de l'Europe.

Pour y parvenir, le rôle de l'Etat est essentiel, et l'Alliance CFE UNSA Énergies lui demande de donner à la filière les moyens de s'engager

pleinement dans la relance bas carbone de la France.

C'est d'abord le grand carénage, projet essentiel pour la filière et pour que le pays continue à accéder à une électricité compétitive, qu'il faut sécuriser, via son financement. Au-delà de **l'annulation des dividendes** qui devra se poursuivre les prochaines années, cela suppose surtout de **mettre fin à un AReNH** dramatiquement sous-évalué, un dispositif aussi mortifère que ceux qui en abusent sont opportunistes, comme vient de le relever le Conseil d'Etat.

Ensuite, **c'est le renouvellement du parc pour lequel il faut maintenant donner un signal clair permettant de mobiliser les acteurs** et dont il faut faciliter le financement. Outre la **révision de la doctrine européenne en matière d'aides d'Etat**, la France doit s'engager dans la **bataille en cours à Bruxelles sur la taxonomie** où le principe de **neutralité technologique bas carbone** doit être défendu. Il en va de l'avenir du nucléaire en Europe et donc de la liberté de la France à choisir son mix énergétique bas carbone.

Enfin, l'Alliance CFE UNSA Énergies insiste sur la nécessité pour la filière de **disposer d'un catalogue de réacteurs adapté à l'évolution du marché mondial du nucléaire** et donc de pouvoir compter sur le **soutien sans faille du Gouvernement dans le développement des solutions françaises en matière de nouveau nucléaire.**